



Mettre fin à l'impunité d'Israël : le groupe de La Haye réunit 35 pays pour agir concrètement

Description

Par Meriem Laribi pour l'Agence Média Palestine, le 3 mars 2026

L'Afrique du Sud et la Colombie, coprésidentes du [Groupe de La Haye](#), ont convoqué une réunion d'urgence sur la situation en Palestine à La Haye le 4 mars 2026. À ce jour, 35 États d'Amérique latine, d'Afrique, d'Asie et d'Europe ont confirmé leur participation. Par ailleurs, un Congrès des peuples organisé par la société civile se tiendra le 7 mars à Amsterdam en présence de nombreuses personnalités.



Créé en janvier 2025 durant le génocide à Gaza pour coordonner des actions gouvernementales concrètes visant à mettre la pression économique et politique sur Israël, le groupe de La Haye convoque une réunion d'urgence le 4 mars dans la ville hôte des institutions de droit international : « Alors qu'Israël étend unilatéralement sa présence illégale en Cisjordanie occupée à travers des mesures largement condamnées comme une annexion de facto et restreint encore une fois sévèrement l'entrée de l'aide humanitaire à Gaza [?!] l'Afrique du Sud et la Colombie, en tant que coprésidentes du Groupe de La Haye, réuniront des gouvernements du monde entier à La Haye le 4 mars 2026 afin de promouvoir une action collective coordonnée et concrète pour mettre fin à l'impunité, réduire la complicité et faire respecter le droit international. »

Pas moins de 35 pays ont confirmé leur présence à cette réunion, parmi lesquels la Chine, le Brésil, le Chili, Cuba, l'Uruguay, l'Espagne, la Suisse, la Suède, le Danemark, la Norvège, l'Égypte, la Malaisie, l'Indonésie, le Qatar, l'Arabie Saoudite, l'Algérie ou encore la Tunisie. La réunion se déroulera en présence des ambassadeurs de ces États à La Haye mais aussi auprès de la Cour internationale de justice (CIJ) et de la Cour pénale internationale (CPI). La rapporteure spéciale de l'ONU sur les territoires palestiniens a également annoncé son soutien au groupe de La Haye. « L'heure est venue d'un multilatéralisme décolonisé, fondé sur des droits et des obligations universels, appliqué avec intégrité et exempt de deux poids, deux mesures. Puissent les États européens et arabes se joindre à cet effort indispensable », a écrit Francesca Albanese sur son [compte X](#).

Une alternative au *Board of peace* colonial de Trump ?

Le groupe de La Haye se présente comme une plateforme de coordination d'action des États, réunissant des gouvernements attachés à la défense du droit international ; une sorte d'alternative au « Conseil de la paix » de Donald Trump vu comme une offensive néocoloniale du président des États-Unis pour miner et saper l'autorité du droit international et des Nations Unies. Il est intéressant de noter que certains des pays présents lors des réunions du groupe de la Haye sont également membres du Conseil de la Paix de Donald Trump comme le Qatar, l'Arabie Saoudite, l'Égypte ou l'Indonésie. Dans les couloirs de la diplomatie internationale, on appelle cela *multi-track diplomacy*, une stratégie à plusieurs voies visant à ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier et qui démontre l'hyésitation de ces pays à se ranger corps et âme derrière Washington et Israël, en explorant différentes stratégies diplomatiques sans compromettre l'une ou l'autre.

La réunion du 4 mars est la quatrième grande rencontre organisée par le Groupe de la Haye qui a déjà coordonné trois conférences majeures à La Haye, Bogota et New York durant l'année 2025. Son but : « passer des paroles aux actes et préserver l'intégrité du système juridique international ». Plusieurs gouvernements participants ont depuis commencé à appliquer leurs obligations légales au niveau national. Le groupe liste les mesures suivantes : interdiction des exportations militaires et double usage vers Israël, refus des transferts d'armes israéliennes dans les ports, interdiction des navires transportant des armes vers Israël sous pavillon national, révision des contrats publics afin d'empêcher les institutions et fonds publics de soutenir l'occupation illégale d'Israël, poursuite en justice pour les crimes internationaux et soutien à la compétence universelle pour que les auteurs de ces crimes soient tenus responsables.

La réunion du 4 mars 2026 portera sur l'évaluation de la mise en œuvre de ces mesures annoncées et étudiera des propositions visant à « renforcer les mécanismes transnationaux de pression nécessaires pour s'attaquer aux facteurs matériels qui facilitent le génocide et les crimes de guerre ».

Parallèlement à cette réunion, un événement se tiendra à Amsterdam le 7 mars à l'initiative d'organisations de défense du peuple palestinien issues de la société civile internationale. Intitulé [La Nakba n'a jamais pris fin à?? Congrès des peuples en soutien au Groupe de La Haye](#), il réunira des personnalités comme la militante écologiste Greta Thunberg, Francesca Albanese ou l'ancien chef du Parti travailliste britannique, le député Jeremy Corbyn.

Tags

1. cij
2. cisjordanie occupée
3. colonisation
4. CPI
5. droit international

6. Gaza
7. Israel
8. la haye
9. occupation
10. palestine

date crée
2026/03/03